

---

Actes de la troisième Conférence internationale sur la Francophonie économique

*VERS UNE ÉCONOMIE RÉSILIENTE, VERTE ET INCLUSIVE*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 16 – 18 mars 2022

---

**LES INITIATIVES DE LA VILLE DE DAKAR DEDIEES AUX ENTREPRENEURS PENDANT  
LA PERIODE DE LA PANDEMIE DU COVID 19: L'EXEMPLE DU FONDS DE  
DEVELOPPEMENT ET DE SOLIDARITE MUNICIPALE (FODEM) ET DE LA  
COUVEUSE D'ENTREPRISE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI PAR LA  
MICROENTREPRISE (CEPEM) ET DU RESEAU DES ACTEURS DES COLLECTIVITES  
TERRITORIALES DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (RACTES)**

**AMINATA DIOP SAMB**

Directrice du Fonds de Développement et de la Solidarité (FODEM) de la Ville de Dakar/  
Sénégal

[aminad5@hotmail.com](mailto:aminad5@hotmail.com)

**MOURADE DIEYE GUEYE**

Président CEPPEM/ Ville de Dakar/Sénégal

[Mourade.dieye@gmail.com](mailto:Mourade.dieye@gmail.com)

**MALICK DIOP**

Coordonnateur RACTES, Dakar, Sénégal

[maalickdiop@gmail.com](mailto:maalickdiop@gmail.com)

**RÉSUMÉ** – La pandémie du Covid 19 a eu des conséquences néfastes sur toutes les entreprises et particulièrement sur les entreprises sociales qui sont constituées en majorités de jeunes et de femmes ce qui les rend encore plus vulnérables. Aussi leur nature informelles et non structurées ne facilite pas leur identification, ce qui rend difficile leur accès à l'effort du Covid 19 initié par l'Etat du Sénégal. C'est ainsi que la Ville de Dakar avec ses structures tels que le FODEM, la CEPPEM et le RACTES, a mis en place un dispositif d'accompagnement de ses entreprises sociales en mettant en place des financements d'urgence, en leur permettant de bénéficier de l'accord-cadre entre l'Etat du Sénégal et les banques, mais surtout en facilitant leur accès à la commande publique. Grâce à ses efforts de la Ville, les acteurs de l'économie sociale et solidaire sont parvenue à une véritable résilience face à la pandémie du Covid 19.

**Mots-Clés** : Acteurs de l'ESS, Stratégies, Entreprises, Ville de Dakar, Résilience

*Les idées et opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur(s) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement celles de l'OFE ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité de ou des auteurs.*

## I. CONTEXTE

Avec une population 1.716.238 habitants, répartie sur dix-neuf (19) communes, la Ville de Dakar concentre plus de 80% des activités économiques et industrielles du Sénégal.

Consciente du poids démographique et sociale qui repose sur elle, la Ville a mis en place le fonds de développement et de solidarité municipal (FODEM).

Le FODEM a pour mission de :

- Lutter contre la paupérisation de la population urbaine ;
- Financer les jeunes et les femmes à travers le fonds d'appui aux structures financières décentralisées (SFD) ;
- Appuyer les nouvelles activités économiques des porteurs de projet ;
- Favoriser le financement des secteurs émergents du secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) ;
- Faciliter l'insertion des jeunes victimes de la déperdition scolaire ;
- Renforcer les capacités des promoteurs et mettre en place des pépinière d'emploi pour impulser la promotion des filières à forte valeur ajoutée ;

Les jeunes et les femmes peuvent bénéficier d'un financement de 200 000 à.... 5 000 000 F CFA (300 à 7600 euro).

Dans le but de favoriser la création et la pérennisation des micros-petites entreprises, la Ville de Dakar, en coopération avec la Ville de Marseille et avec l'appui de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) a mis en place une couveuse d'entreprise, dénommée « Couveruse d'Entreprises pour la Promotion de l'Emploi par la Micro entreprise (CEPEM) ». Celle-ci est installée au siège du Fonds de Développement et de Solidarité Municipale (FODEM) qui en assure la tutelle technique. Elle a bénéficié de l'assistance de la Couveruse Interface de Marseille et de la plateforme Initiative Marseille Métropole de L'Ecole des Entrepreneurs du Québec (EEQ) et du partenariat de la Ville de Montréal.

La vision du gouvernement du Sénégal, déclinée dans le Plan Sénégal Emergent (PSE), vise, entre autres objectifs, l'accélération de la croissance économique mais également la satisfaction de la demande sociale à travers l'amélioration des conditions de vie des populations, en vue d'une croissance forte, saine, durable et inclusive, pour un Sénégal émergent à l'horizon 2035.

Ceci a amené la ville de Dakar en partenariat avec la Plateforme des Acteurs non Etatiques (PFAnE) à mettre en place le Réseau des Acteurs des Collectivités territoriales de l'Economie Sociale et Solidaire (RACTES) en soutien aux acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS) qui permet d'intégrer leur apport tant au plan politique, économique et sociale aux stratégies locales de développement.

L'Economie Sociale et Solidaire est généralement définie comme l'ensemble des activités économiques à finalité sociale et environnementale. Elle s'inscrit dans un contexte économique international global favorable à son émergence. Ainsi, le secteur de l'économie sociale et solidaire bénéficie au Sénégal de plusieurs opportunités favorables à son développement malgré le déficit d'encadrement auquel il est confronté.

La pandémie de la Covid-19 a eu une incidence directe sur les entreprises de la Ville de Dakar.

La Ville a développé des programmes d'appui à travers ces trois structures pour accompagner les jeunes et femmes entrepreneurs pendant cette période difficile.

## II. PROGRAMME D'APPUI AUX JEUNES ET FEMMES ENTREPRENEURS DE LA VILLE DE DAKAR

### 1. Au niveau du FODEM

Les mesures prises consistaient à :

1. Rééchelonner la durée de remboursement des groupements des jeunes et des femmes. Les échéances de remboursement des entreprises sociales ont été suspendues pour quelques temps pour certaines entreprises, pour d'autres le montant des échéances mensuelles a été revu à la baisse et des différés plus longs ont été accordés aux nouveaux bénéficiaires de financement.

### 2. Mettre en place des financements d'urgence

Le FODEM a procédé aux financements des groupements de jeunes et de Femmes.

Ainsi en juillet 2020 392 jeunes et femmes ont bénéficié de financement pour des micro- crédits pour un montant de **dix-huit millions cinq cent milles** (18 500 000). F CFA soit 28 222,72 euros.

En 2021, 186 groupements de femmes ont bénéficié d'un financement pour un montant de 381100 000 F CFA (580 793,77 euros) soit 12 317 jeunes et femmes bénéficiaires.

3. Renforcement des structures de l'économies sociale et solidaire (EES) avec la facilitation de l'accès des entreprises sociales à la commande publique :

- Aménagement du cadre légal à travers des mesures dérogatoires au fonctionnement des collectivités territoriales.
- Commandes directes aux entreprises sociales, artisanales, de transformations et d'innovations sociales (de milliers de masques artisanaux, de gel de produit désinfectant et d'hygiène).
- préachat de produits alimentaires et d'hygiène des entreprises sociales de transformation pour contenir la résilience des populations avec des circuits courts de distribution).
- Faciliter l'accès des entreprises de l'économie sociale et solidaire de la Ville

de Dakar au dispositif de l'accord cadre signé entre l'Etat du Sénégal et les banques dans la gestion de la pandémie du covid-19 afin d'aider les entreprises dans cette période difficile.

## 2. Au niveau de la CEPEM

1. Mobiliser des fonds, avec les partenaires de la CEPEM comme l'Association internationale des Maires francophones (AIMF), des fonds ont été remis aux entrepreneurs afin de participer à l'effort de lutte de la Ville de Dakar contre la propagation du Covid 19 avec la confectionnant de 30 000 masques en tissu.

2. Permettre aux entreprises de la CEPEM de se réinventer et d'adapter

leurs offres au contexte du Covid 19 (confection de masques, recyclage de déchets, confection de sac biodégradables, production de savon et d'eau de javel, de gel, développement du e-commerce et d'autres services en ligne) et le développement de nouveaux services comme les marchés mobiles.

## 3. Au niveau du RACTES

### I.1 Activités COVID19

Dans la lutte contre la pandémie du Coronavirus, le RACTES et ses partenaires ont lancé des initiatives dont l'objectif général vise à contribuer au plan national de riposte économique et social contre COVID-19.

#### I.1.1 Lancement d'une série de 3 webinaires sur l'ESS post covid19

**TRACTES**  
Membre du réseau des associations francophones pour l'économie sociale et solidaire

**ROYAUME DU SÉNÉGAL**  
Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie

**WAL OF SENEGAL**

**TROIS WEBINAIRES**

**ENJEUX ET DÉFIS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE POSTE COVID19.**

**THEME 1 :**  
CAPACITÉS DE RÉSILIENCES DES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) FACE AU COVID19.  
MERCREDI, 17 JUIN 2020 : DE 11h A 12h30

**THEME 2 :**  
DÉFIS ET STRATÉGIES POST COVID19 DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) DANS LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES  
WEBINAIRE 2 : le 19 JUIN 2020 : 11h 12h30

**THEME 3 :**  
DÉFIS ET STRATÉGIES POST COVID19 DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES  
WEBINAIRE 2 : le 23 JUIN 2020 : 11h 12h30

**PLATEFORME DES ACTEURS NOUVEAU ÉCONOMIQUE**

**Gsef**

L'objectif général de cette initiative est de permettre au RACTES et ses partenaires d'évaluer les enjeux et les défis de l'ESS post Covid19 dans les politiques publiques en permettant :

- d'évaluer les capacités de résilience des entreprises sociales de l'économie sociale et solidaire face à l'impact du COVID19
- d'identifier et dégager les défis et les stratégies post covid19 de l'ESS dans la gouvernance locale

des collectivités territoriales

Cette série de webinaires a été un moyen pour le RACTES de participer à la réflexion post COVID19 sur le processus de validation politique de la lettre sectorielle de la politique de l'ESS au Sénégal et au forum mondial virtuel de l'ESS, prévu octobre en 2020 et au Gsef 2021.

Ces webinaires avaient pour thèmes :

- ✓ Thème 1 : Capacités de résiliences des acteurs de l'Économie Social et Solidaire (ESS) face au covid19
- ✓ Thème 2 : Défis et stratégies post covid19 de l'ESS dans les collectivités territoriales
- ✓ Thème 3 : : Défis et stratégies post covid19 de l'ESS dans les politiques publiques

Ces 3 thèmes ont permis de répondre à des questions tels que :

- . Quelles sont les activités de soutien à l'EES menées dans le cadre de la riposte contre le COVID19 ?
- . Quelles sont les difficultés et contraintes rencontrées ?
- . Quels sont les défis et stratégies de l'ESS post COVID19 ?
- . Comment l'ESS est soutenue dans le cadre de la riposte contre le COVID19 ?
- . Quelles sont les difficultés et contraintes rencontrées ?
- . Quels sont les défis et stratégies de l'ESS post COVID19 ?

### **I.1.2 Lutte contre le COVID19 : La mairie de la Ville de Dakar contribue à hauteur de 100 millions de francs**

La ville de Dakar a apporté sa contribution dans la lutte contre l'infection au coronavirus. Une enveloppe de 100 millions de nos francs a été remise ce mardi 17 mars 2020 au ministre en charge de la Santé et de l'Action sociale.

#### **Lutte contre le Covid-19 : La ville de Dakar appuie les 19 communes.**

La ville de Dakar se joint à l'effort national pour aller en guerre contre le Covid-19. Des denrées alimentaires sont distribuées aux 19 communes de Dakar. Une action pour répondre à l'appel du chef de l'Etat. La ville de Dakar qui redoute l'explosion des cas communautaires, sensibilise afin d'inciter les habitants à adopter les gestes barrières afin

Le RACTES en partenariat et la Plateforme des Acteurs non étatiques a lancé le Projet de réponse à la crise COVID-19 pour le secteur de l'économie sociale et solidaire, financé par KOICA et GSEF pour soutenir la relance des activités post COVID-19 des coopératives et groupements de femmes afin de lutter efficacement contre la pandémie

L'objectif de ce projet était de soutenir douze (12) coopératives ou groupements de femmes à pouvoir redémarrer leurs activités génératrices de revenus dans le contexte de la COVID19 et à lutter efficacement contre cette pandémie grâce aux mesures barrières édictées par le ministère de la santé et de l'action sociale.

Le projet a permis de commander directement à huit (8) coopératives de femmes des Kits sanitaires (1500 bouteilles de gels, 100 kits de lavage des mains, 300 bouteilles de savon liquide, 300 mouchoirs, 100 poubelles, 100 savons, 3000 masques et 1200 bouteilles d'eau de Javel) pour la sensibilisation et à trois (3) autres regroupements de femmes de commercialiser les produits d'hygiène dans des quartiers populaires afin de lutter efficacement contre la COVID-19 dans les communautés.

Ce projet a permis globalement de maintenir 145 emplois directs et 275 emplois indirects de femmes.

Cet appui a permis l'emploi de 57 personnes pour la production de masques, 7 personnes pour la production de gel, eau de javel et savon liquide, 3 personnes pour le kit de lavage des mains, 2 personnes pour les t-shirts, badges et flyers, 1 personne pour la logistique.

Le programme a permis de recruter 25 relais communautaires qui ont sensibilisés 43 832, dont 63 67 % de femmes à travers une campagne de sensibilisation sur les mesures de prévention du COVID-19.

Des kits de santé (1200 bouteilles d'eau de Javel, de 400 bouteilles de Gel et de 300 bouteilles de savon liquide) fabriqués par des organisations de femmes ont été offerts gratuitement à d'autres associations de femmes des quartiers populaires de (Castor, Yoff et Cambéréne) pour être revendus à un coût compétitif pour soutenir la relance de leurs activités de transformations de produits locaux (pêche et fruits et légumes) impactées par la COVID-19).

Cet appui a permis d'employer 78 femmes dans la commercialisation de kits sanitaires et 3 groupes impliquant 275 femmes ont relancé leurs activités de transformation de produits locaux.

### **III DIFFICULTES ET CONTRAINTES RENCONTREES**

Concilier les mesures de soutien économiques et les mesures de soutien social et sanitaires en raison de la vulnérabilité des entreprises de l'économie sociale et solidaire (EESS) et de

L'absence de protection sociale des travailleurs de l'ESS.

La nature informelle de l'économie sociale qui rend difficile leur identification par les pouvoirs publics (Etats Collectivités locales) et la mise en place de canaux de distribution des aides et soutiens.